

JCDECAUX SA
COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

JCDECAUX SA
COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

SOMMAIRE :

* Rapport des commissaires aux comptes	
* Bilan	1
* Compte de résultat	3
* Tableau de flux de trésorerie	4
* Annexe aux comptes consolidés	5

FIDUCIAIRE REVISUNION
169, boulevard Malesherbes
75017 Paris
S.A. au capital de € 128.400

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG
41, rue Ybry
92576 Neuilly-Sur-Seine Cedex
S.A.S. à capital de € 37.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société JCDecaux S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur la note 1.1 de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et autres avantages au personnel à long terme conformément à la recommandation n° 2003-R.01 du Conseil National de la Comptabilité du 1^{er} avril 2003.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, qui s'appliquent pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

Comme il est précisé dans la note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés, la Direction du Groupe JCDecaux réalise une évaluation des immobilisations corporelles, incorporelles et des écarts d'acquisition en fonction des perspectives de rentabilité future.

Conformément à la norme professionnelle française applicable aux estimations comptables, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles ces estimations sont fondées, notamment dans le cadre de la détermination de la valeur d'usage de ces actifs à des fins de comparaison avec leur valeur comptable. Cette valeur d'usage est appréhendée au niveau de chacun des segments d'activité, sur la base notamment, des prévisions des flux de trésorerie préparées par le Groupe. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations que nous avons portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve.

Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Le 16 mars 2004

Les Commissaires aux Comptes

FIDUCIAIRE REVISUNION
Claude Chezaud

BARBIER FRINAULT & AUTRES
Gilles Galippe

BILAN AU 31 DECEMBRE 2003, 2002 ET 2001

Actif

En millions d'euros

	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Immobilisations incorporelles (net)	31,9	33,1	36,2
Ecart d'acquisition (net)	1 178,6	1 080,0	1 105,3
Immobilisations corporelles (net)	675,3	722,3	773,2
Immobilisations financières (net)	75,9	79,8	87,3
ACTIF IMMOBILISE	1 961,7	1 915,2	2 002,0
Stocks (net)	95,4	92,6	113,4
Clients (net)	386,7	403,1	409,8
Autres créances (net)	141,7	126,7	152,2
Valeurs mobilières de placement (net)	85,9	82,4	141,1
Disponibilités	71,8	80,0	52,6
Impôts différés actif (net)	15,0	29,7	46,4
ACTIF CIRCULANT	796,5	814,5	915,5
TOTAL ACTIF	2 758,2	2 729,7	2 917,5

Passif

En millions d'euros

	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
CAPITAUX PROPRES			
Capital	3,4	3,4	3,4
Primes	923,2	923,2	923,2
Réserve légale	0,3	0,3	0,3
Réserves consolidées / Part du groupe	366,0	360,5	384,8
Résultat / Part du groupe	40,9	26,0	10,2
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	1 333,8	1 313,4	1 321,9
Intérêts minoritaires	31,4	64,2	68,8
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	1 365,2	1 377,6	1 390,7
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	114,6	82,6	83,4
IMPÔTS DIFFERES PASSIF	16,5	20,7	27,4
DETTES			
Emprunts Obligataires	375,0		
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	394,6	737,7	896,5
Emprunts & dettes financières divers	11,2	8,3	12,2
Fournisseurs	147,2	159,1	188,1
Autres dettes	321,2	314,0	300,7
Concours bancaires	12,7	29,7	18,5
DETTES	1 261,9	1 248,8	1 416,0
TOTAL PASSIF	2 758,2	2 729,7	2 917,5

COMPTE DE RESULTAT 2003, 2002 et 2001

En millions d'euros

	2003	2002	2001
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 543,8	1 577,7	1 543,2
Charges d'exploitation nettes hors dotations aux amortissements et provisions	-1 126,9	-1 172,4	-1 165,9
EBITDA (1)	416,9	405,3	377,3
Dotation aux amortissements et provisions nettes	-186,8	-194,1	-176,2
RESULTAT D'EXPLOITATION	230,1	211,2	201,1
RESULTAT FINANCIER	-32,0	-36,7	-53,1
RESULTAT COURANT	198,1	174,5	148,0
Résultat exceptionnel	-0,3	-2,7	-5,8
Impôts sur les bénéfices	-75,8	-70,2	-49,8
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	122,0	101,6	92,4
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	4,9	5,6	7,1
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-71,8	-63,7	-70,9
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	55,1	43,5	28,6
. Part des minoritaires dans le résultat	14,2	17,5	18,4
. Part du Groupe	40,9	26,0	10,2
. Bénéfice net par action (en euros) (2)	0,185	0,117	0,051
. Bénéfice net par action dilué (en euros) (2)	0,181	0,115	0,050
. Nombre moyen pondéré d'actions (2)	221 400 760	221 528 081	201 470 353
. Nombre moyen pondéré d'actions (dilué) (2)	225 793 495	225 627 199	203 438 129

(1) Le Groupe mesure la performance opérationnelle de ses activités sur la base de l'EBITDA. Cet indicateur ne correspond pas à une rubrique comptable définie par les normes applicables en France, et correspond au résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortisation).

(2) Déduction faite du rachat par JCDecaux SA de ses actions propres sur 2002.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE 2003, 2002 ET 2001

en millions d'euros

	2003	2002	2001
Résultat net - Part du Groupe	40,9	26,0	10,2
Part des Minoritaires dans le résultat	14,2	17,5	18,4
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-4,9	-5,5	-7,1
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	4,0	4,3	4,1
Participation des salariés			
Variation des impôts différés	2,4	-10,3	-47,9
Dotations nettes aux Amortissements et Provisions	272,6	261,8	270,5
Plus et Moins values de cession	-1,9	6,5	-12,7
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	327,3	300,3	235,5
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3,2	24,2	-6,0
FLUX NETS ISSUS DE L'EXPLOITATION	330,5	324,5	229,5
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-8,1	-10,2	-12,6
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-142,7	-156,5	-274,3
Acquisitions de titres de participation	-204,6	-49,9	-135,4
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-7,4	-1,8	-9,1
Variation des dettes sur immobilisations	-1,0	-3,8	-10,0
TOTAL Investissements	-363,8	-222,2	-441,4
Cessions d'immobilisations incorporelles	0,2		1,6
Cessions d'immobilisations corporelles	9,5	10,1	33,2
Cessions d'immobilisations financières (titres participation)	0,2	1,2	
Cessions d'immobilisations financières (autres)	1,7	18,4	4,4
Variation des créances sur immobilisations		3,9	-3,8
TOTAL Désinvestissements	11,6	33,6	35,4
FLUX ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-352,2	-188,6	-405,9
Distributions mises en paiement	-8,4	-12,3	-14,6
Réduction des capitaux propres			
Réduction de l'endettement	-346,9	-202,1	-408,3
BESOIN de Trésorerie (FINANCEMENT)	-355,3	-214,4	-422,9
Augmentation capitaux propres			679,8
Augmentation de l'endettement	388,3	38,6	25,1
DEGAGEMENT de Trésorerie (FINANCEMENT)	388,3	38,6	704,9
FLUX ISSUS DU FINANCEMENT	33,0	-175,8	282,0
Incidence des variations des cours des devises	1,0	-2,7	
VARIATION DE LA TRESORERIE	12,3	-42,6	105,7
Trésorerie d'ouverture	132,7	175,3	69,6
Trésorerie de clôture	145,0	132,7	175,3

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2003, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne, en remportant des appels d'offres pour les contrats publicitaires de mobilier urbain et de transport et en nouant des alliances commerciales. Le Groupe a réalisé plusieurs opérations de croissance externe grâce auxquelles il a renforcé sa présence en Allemagne et en Europe Centrale.

Nouveaux contrats

- En Espagne, JCDecaux a renouvelé le contrat du métro de Barcelone pour une durée de 5 ans, en partenariat avec la société Publimedia (Dragados). JCDecaux est présent depuis 1999 dans le métro de Barcelone, qui compte 321 millions de voyageurs par an.
- En Corée du Sud, JCDecaux a signé un contrat de 15 ans pour l'installation de plus de 500 abris et mobiliers d'information à Séoul, en partenariat avec la société In Poong.
- En France, JCDecaux a renouvelé les contrats de mobilier urbain des villes de Bayonne, Calais, Le Havre, St Brieuc, St Raphaël, Villeneuve d'Ascq et du district de Lorient.

Alliances commerciales

- JCDecaux a signé une alliance commerciale pan-européenne pour la communication extérieure du groupe Masterfoods. Conclu pour une durée de 4 ans, ce partenariat couvre les trois activités de Masterfoods, l'alimentaire, la confiserie et la nourriture pour animaux de compagnie, dont les campagnes publicitaires pourront être affichées sur les réseaux JCDecaux dans 16 pays européens.

Partenariats et acquisitions

- JCDecaux a racheté, via Europlakat International (EPI), filiale détenue à 50/50 avec le groupe Affichage Holding, la société Alma Quattro, leader de la communication extérieure en Serbie-Monténégro. Alma Quattro détient notamment le contrat de mobilier urbain de la ville de Belgrade.
- JCDecaux a porté à 67% sa participation dans la société Gewista, leader de la communication extérieure en Autriche. Gewista et sa filiale Europlakat International constituent une plate-forme de croissance pour le développement des activités de communication extérieure de JCDecaux en Europe Centrale.
- JCDecaux a porté à 35% sa participation dans la société Wall AG, l'un des leaders du mobilier urbain en Allemagne, en rachetant les actions détenues précédemment par le groupe Clear Channel. De plus, JCDecaux a acquis 50% de la société Wall USA, filiale américaine de Wall qui détient le contrat de mobilier urbain de la ville de Boston.
- JCDecaux a conclu un partenariat avec les aéroports de Rome (Fiumicino et Ciampino) pour développer les ventes d'espaces publicitaires, en élargissant le portefeuille de clients, en optimisant l'offre commerciale et en développant une politique de prix novatrice.

1. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

a. Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis en conformité avec les principes français prévus par les dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, relatifs aux comptes consolidés.

b. Changement de méthode

Afin d'améliorer la présentation de ses comptes consolidés, le Groupe JC Decaux a décidé de provisionner, à compter du 1^{er} janvier 2003, l'ensemble des engagements de retraite et avantages similaires vis-à-vis du personnel conformément à la recommandation n°2003-R.01 du Conseil National de la Comptabilité du 1^{er} avril 2003.

Ces engagements faisaient auparavant l'objet de provisions constituées en fonction des dispositions nationales en vigueur dans chaque pays où le Groupe est implanté.

L'application homogène de la méthode actuarielle préconisée par la recommandation n°2003-R.01 du Conseil National de la Comptabilité aux engagements de retraite identifiés dans les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale ou proportionnelle, a généré une provision additionnelle de 6,7 millions d'euros qui a été comptabilisée en situation nette d'ouverture. L'impact net d'impôt sur les réserves du Groupe est de -4,5 millions d'euros au 1^{er} janvier 2003.

Par ailleurs, le Groupe a également procédé à l'évaluation conformément aux méthodes préconisées par la recommandation n° 2003-R.01, de l'ensemble des médailles du travail ou autres prestations dues pendant la durée active des salariés, identifiés dans les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Une provision complémentaire a ainsi été constatée à ce titre dans les comptes consolidés pour 2,3 millions d'euros. Ce montant a été entièrement comptabilisé en résultat exceptionnel.

Enfin, le Groupe a réestimé le montant de son engagement en terme d'indemnités de fin de carrière en fonction des nouvelles dispositions de la loi Fillon en application en France depuis le 22 août 2003. L'engagement complémentaire en résultant s'élève à 4,8 millions d'euros. Conformément à l'avis n° 2004-A du 21 janvier 2004 du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité, ce montant sera reconnu en résultat d'exploitation, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

1.2 Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés du Groupe dont la taille est significative font partie du périmètre de consolidation. Les sociétés qui répondent généralement à l'une des trois conditions suivantes sont consolidées :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Montant (en valeur absolue) supérieur à</i>
• Chiffre d'affaires	0,8
• Capitaux Propres – part du Groupe	1,5
• Résultat net – part du Groupe	0,6

L'agrégation des sociétés non consolidées est non significative.

L'intégration globale est appliquée aux sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif.

L'intégration proportionnelle est appliquée aux sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint.

La mise en équivalence est adoptée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable dans la gestion et la politique financière. Les méthodes comptables appliquées par les sociétés mises en équivalence peuvent diverger sur certains aspects de celles du Groupe.

Le tableau 6.2 présente la liste des sociétés consolidées et la méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées. Les transactions avec les sociétés intégrées en proportionnelle sont éliminées à hauteur du pourcentage d'intégration.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés.

1.3 Dates de clôture des comptes

Toutes les sociétés du groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

1.4 Méthode de conversion monétaire

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis sur la base :

- des cours de change officiels en vigueur à la fin de l'exercice pour les comptes de bilan,
- des cours moyens de l'année pour les comptes de résultat.

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les sociétés étrangères consolidées sont inscrites dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la cession ou à la liquidation de cet investissement net, date à laquelle elles sont inscrites en produits ou en charges dans le résultat comme les autres écarts de conversion. Ce traitement a été appliqué aux deux sociétés JCDecaux Uruguay et JCDecaux Salvador (Brésil).

1.5 Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont constatés en charges par nature, dans le compte de résultat, lorsqu'ils sont engagés.

Les concessions et brevets sont amortis sur leur durée de vie juridique.

Seuls les logiciels significatifs (de type ERP), individualisés et clairement identifiés, sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les autres logiciels sont constatés en charges de l'exercice.

Les fonds de commerce sont totalement amortis l'année où ils sont enregistrés dans les comptes.

1.6 Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part acquise dans les capitaux propres retraités est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'évaluation positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables du bilan,
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Le coût d'acquisition des titres inclut les frais d'acquisition de ces titres (honoraires...).

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un amortissement selon la méthode linéaire sur une période n'excédant pas 20 ans.

Lorsque des circonstances particulières le justifient (modifications profondes et structurelles des conditions techniques, réglementaires ou de marché, en cas de projet de cession ou de rentabilité insuffisante,...), une dépréciation des écarts d'acquisition est constatée, au-delà des amortissements prévus, par la constitution d'une provision conformément à la méthodologie décrite en note 1.8.

1.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition d'origine.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DUREES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

- | | |
|--|-------------|
| - Bâtiments et constructions | 10 à 20 ans |
| - Installations techniques, matériel et outillage
(mobiliers urbains et panneaux) | 2 à 10 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| - Agencements divers, aménagements | 5 à 10 ans |
| - Matériel de transport | 4 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 3 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

Mobiliers Urbains :

Les mobiliers urbains (Abribus, Mupis, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris ...) sont amortis en mode linéaire sur des durées comprises entre 7 et 10 ans.

Panneaux d'affichage :

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans. A noter qu'en France, les panneaux classiques sont amortis sur une durée de 4 ans en mode dégressif.

Les coûts structurels de maintenance des mobiliers urbains sont immobilisés et sont amortis sur une durée égale à la moitié de la durée d'amortissement du mobilier urbain, dans la mesure où ils contribuent à prolonger la durée de vie des mobiliers au delà de la durée de vie économique initialement prévue.

1.8 Evaluation des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition

L'évaluation des actifs (immobilisations incorporelles, corporelles et écarts d'acquisition) est revue, en fin d'exercice, en fonction des perspectives de rentabilité future, en comparant la valeur nette comptable de ces actifs et leur valeur d'usage, ce qui peut, le cas échéant, donner lieu à une dépréciation. Cette valeur d'usage est appréhendée au niveau de chacun des segments d'activité (Affichage, Mobilier Urbain, Transport), sur la base, notamment des flux de

trésorerie actualisés futurs dégagés par ces actifs, de leur valeur résiduelle et des synergies attendues au niveau du Groupe.

La méthodologie suivie est la suivante :

- Identification des filiales dont les actifs seraient susceptibles de faire l'objet d'une perte de valeur. Cette analyse repose sur une projection de l'Ebitda 2003 sur la durée résiduelle des contrats pour les activités mobilier urbain et transport. Pour l'activité affichage, une durée de 15 ans est retenue avec prise en compte de la valeur résiduelle des actifs.
- Revue des filiales identifiées dans le cadre de l'analyse décrite ci-dessus. Une analyse de la valeur d'utilité, des actifs des filiales concernées, est réalisée en se fondant sur les flux de trésorerie futurs actualisés dégagés par ces actifs. Cette valeur repose sur les hypothèses suivantes :
 - les flux annuels de trésorerie correspondent au plan d'affaires du Groupe,
 - la durée résiduelle des contrats pour le mobilier urbain et pour le transport est affinée avec une hypothèse de probabilité de renouvellement à l'échéance,
 - la durée retenue pour l'activité Affichage reste inchangée (15 ans) avec prise en compte de la valeur résiduelle des actifs,
 - le taux d'actualisation utilisé est égal au coût moyen pondéré du capital, soit 8,5%.
- Comparaison pour chaque segment d'activité (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) des valeurs d'utilité avec les valeurs comptables des actifs.

La valeur d'utilité pour un segment d'activité donné est la somme des valeurs d'utilité des filiales appartenant à ce segment.

Au 31 décembre 2003, dans le cadre de la revue des valeurs des actifs du Groupe, effectuée conformément à la méthode décrite ci-dessus, aucune perte de valeur n'a été identifiée.

Par ailleurs, dans certaines circonstances exceptionnelles (perte d'un contrat spécifique ayant de faibles synergies au niveau du segment d'activité), le Groupe peut être amené à enregistrer une dépréciation pour perte de valeur analysée au niveau d'une filiale et non d'un segment d'activité. A ce titre, une dépréciation exceptionnelle a été constatée en 2003 pour un montant de 4 millions d'euros.

1.9 Titres de participation non consolidés

Cette rubrique est constituée des titres de participation détenus dans les sociétés n'ayant pas eu d'activité au cours de l'exercice 2003, ou sur lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable, ou enfin dont la contribution aux états financiers consolidés ne serait pas significative, du fait notamment de la prédominance de transactions intra-groupe enregistrées dans leurs comptes.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'usage ou d'utilité, appréciée titre par titre, devient inférieure à leur coût historique. Les valeurs d'usage et d'utilité tiennent compte de la quote-part des capitaux propres et des perspectives de rentabilité.

1.10 Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en pièces détachées ou partiellement montés,
- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé.

Les stocks sont valorisés à leur coût d'achat moyen pondéré pouvant également incorporer des coûts internes de montage. Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives

commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

1.11 Provisions sur clients et comptes rattachés

Une provision pour dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.12 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure. Dans le cas où leur valorisation à la date de clôture fait apparaître une moins-value globale par catégorie de titres, une provision pour dépréciation est comptabilisée à due concurrence.

1.13 Provision pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit partiellement ou non financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au bilan.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, les écarts actuariels représentant plus de 10 % du montant des engagements ou de la valeur de marché des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de présence des salariés au sein du Groupe. Le coût des services passés est amorti, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Pour les avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits l'exercice de leur constatation.

1.14 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires pour la période pendant laquelle la prestation est exercée.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Pour l'activité Affichage et dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaire entre le Groupe et

les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires. Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires aux concédants, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires les recettes publicitaires avant les redevances et reversements aux concédants, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

1.15 Résultat courant et résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-référence, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe, tels que les plus ou moins-values de cession et frais accessoires, pénalités diverses ou amortissements exceptionnels d'immobilisations.

1.16 Impôts exigibles et différés

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur. Les actifs d'impôts différés font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur réalisation future est incertaine.

La charge d'impôt sur le résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impôts différés.

Les impôts différés enregistrés proviennent pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles), des différences temporaires entre le résultat social et le résultat fiscal. Des impôts différés actif sur déficits reportables sont constatés systématiquement et font l'objet d'une provision lorsque leur récupération sur une durée raisonnable n'est pas quasi certaine.

1.17 Instruments financiers

Les intérêts relatifs aux swaps de taux, caps et floors contractés afin de se couvrir contre le risque de taux d'intérêt sont inclus dans le résultat financier. Les primes liées aux caps et floors sont comptabilisées en charges à répartir et amorties sur la durée de vie du contrat de couverture. L'évaluation à la valeur de marché de ces instruments fait l'objet d'une mention spécifique en engagements hors-bilan.

Les gains et pertes latents induits par les opérations de change à terme, mis en place pour couvrir le risque de change, sont pris en compte dans le résultat financier du Groupe. Ils viennent compenser les pertes ou gains latents sur les éléments couverts.

1.18 Location financement et location simple

Le groupe n'applique pas la méthode préférentielle (selon le règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, relatif aux comptes consolidés) consistant à retraiter les contrats de location financement dans les comptes consolidés. Dans la perspective de la première application des normes internationales, le groupe a entrepris de recenser toutes les opérations de ce type présentant individuellement un caractère significatif. Une description des engagements du Groupe relatifs aux contrats de location est fournie dans la note 4.2 relative aux engagements hors bilan.

1.19 Résultat net par action

Le calcul du résultat par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions hors stock options. Le calcul dilué prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions ainsi que le nombre moyen pondéré de stock options émis au cours de l'exercice. Le montant pondéré des actions propres rachetées est déduit du nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du ratio.

2. COMMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Evolution du périmètre de consolidation en 2003

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2003 sont les suivantes :

- Entrées de périmètre :

La société Europlakat International (consolidée par intégration proportionnelle à 50%) a acquis, pour 6,1 millions d'euros, 100% de la société AQMI, qui a elle même acquis, pour 4,0 millions d'euros, 100% de la société Alma Quattro, leader de la communication extérieure en Serbie-Monténégro. Ces deux sociétés sont consolidées par intégration proportionnelle, depuis le premier semestre 2003.

La société ADR Advertising (Italie), nouvellement créée résulte du partenariat avec les aéroports de Rome pour développer les ventes d'espaces publicitaires. Elle est consolidée pour la première fois en 2003 par intégration proportionnelle, depuis le premier semestre 2003.

Les deux sociétés autrichiennes JCDecaux Invest Holding et JCDecaux Sub Invest Holding ont été consolidées pour la première fois en 2003. Elles ont permis la scission de la société JCDecaux Central Eastern Europe (JCD CEE) qui est intervenue le 13 août 2003 dans le cadre de l'accord de séparation signé avec B&C Holding.

Au 31 décembre 2002, la société JCDecaux Deutschland détenait 11,12% du groupe Wall AG (Allemagne). Fin octobre 2003, elle a acquis en complément 23,88% de cette société pour 41,9 millions d'euros. Détenue à hauteur de 35%, la société Wall AG est consolidée par mise en équivalence.

Fin novembre 2003, la société JCDecaux North America a acquis 50% de la société Wall Holdings Inc (Etats Unis) pour 5,6 millions d'euros. Cette dernière détient à 100% la société Wall USA Inc (Etats Unis). Wall Holdings Inc et Wall USA Inc sont consolidées par mise en équivalence.

La société Viacom Outdoor JCDecaux Street Furniture Canada Ltd créée par le Groupe en partenariat avec Viacom est consolidée par intégration proportionnelle pour la première fois en 2003.

- Variations du pourcentage de détention :

Le 28 mai 2003, la société JCDecaux Airport France a racheté pour 0,5 million d'euros les 40% complémentaires dans la société JCDecaux Airport Media GmbH (Allemagne), ce qui porte le pourcentage de détention à 100%.

En novembre 2003, la société JCDecaux Espana a acquis 25% de la société JCDecaux Sign (Espagne) pour 5,7 millions d'euros. A l'issue de cette acquisition complémentaire, la société JCDecaux Sign est détenue à 100% par JCDecaux Espana.

Le Groupe JCDecaux et B&C Holding ont décidé de mettre fin à leur accord de partenariat en Autriche et en Europe Centrale, conclu en avril 2001. L'option de vente exercée par B&C Holding s'est élevée à 138 millions d'euros.

A l'issue de cette opération effective en août 2003, JCDecaux SA détient désormais directement 30% de la société Affichage Holding et via sa filiale JCDecaux Central Eastern Europe Holding GmbH détenue à 100%, 67% de la société Gewista. Ainsi, le pourcentage d'intérêt des sociétés détenues via la société Gewista s'est donc vu augmenter.

Cette opération s'est traduite par la constatation d'une survaleur de 111,8 millions d'euros.

- Sorties de périmètre :

Les sociétés polonaises exerçant l'activité d'affichage grand format, Aussenwerbung Polen GmbH, Europlakat Polska Sp Zoo et Media System Sp Zoo, ont été cédées en 2003.

- Autres :

Jusqu'au 30 juin 2003, le groupe Unicom, détenu à 50% par la société Europoster BV était consolidé par mise en équivalence. A partir du 1^{er} juillet 2003, prenant acte du contrôle conjoint désormais exercé par JCDecaux, le groupe Unicom est consolidé par intégration proportionnelle en distinguant les quatre sociétés suivantes : Univier Communications BV (Pays Bas), Unicom Eesti OU (Estonie), Unicom Baltic UAB (Lithuanie) et Unicom Baltic SIA (Lettonie).

L'impact sur le chiffre d'affaires des variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2003 est de 4,5 millions d'euros, dont 4,2 millions d'euros d'effet positif sur l'activité transport, 3,4 millions d'euros d'effet positif sur l'activité mobilier urbain et 3,1 millions d'euros d'effet négatif sur l'activité affichage.

2.2 Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2003, les écarts d'acquisition représentent 1 479,5 millions d'euros en valeur brute et sont amortis à hauteur de 300,9 millions d'euros.

Les écarts d'acquisition constatés en 2003, 2002 et 2001 se décomposent comme suit en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Pôle Media Communication Publicité extérieure (Pôle Avenir)	590,4	623,0	662,7
Apports de JCD Holding et des minoritaires en 2000	117,3	124,3	131,3
Partenariats Autriche, Suisse, et Europe Centrale (1)	259,5	155,7	155,4
Partenariat IGP (Italie)	39,7	42,0	44,2
Acquisition Planigrama (Espagne)	13,3	17,0	5,7
Univier Communications BV - Pays-Bas (Partenariat Unicom - Pays Baltes)	7,7	7,5	
Participations Wall (35% dans Wall AG et 50% dans Wall USA)	52,1		
Autres	98,6	110,5	106,0
Total	1 178,6	1 080,0	1 105,3

(1) Comprend en 2003 le complément d'écart d'acquisition du à la fin de l'accord de partenariat en Autriche et en Europe Centrale entre le Groupe JCDecaux et B&C Holding. A l'issue de cette opération effective en août 2003, JCDecaux SA détient désormais directement 30% de la société Affichage Holding et via sa filiale JCDecaux Central Eastern Europe Holding GmbH détenue à 100%, 67% de la société Gewista. Comprend également l'écart d'acquisition lié à Alma Quattro (Serbie Monténégro).

La variation des écarts d'acquisition sur 2003 est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur Nette
Au 1er janvier 2003	<u>1 080,0</u>
Nouveaux écarts d'acquisition constatés sur l'exercice	<u>171,7</u>
JCDecaux Central Eastern Europe GmbH	111,8
Wall AG	47,2
Wall Holdings Inc	5,1
Alma Quattro	4,0
Autres	3,6
Dotations aux amortissements et aux provisions	-71,8
Ecart de conversion	-1,3
Au 31 décembre 2003	1 178,6

2.3 Immobilisations corporelles

Détail par nature

<i>En millions d'euros</i>	Montants Bruts 31/12/2003	Amortissements ou provisions 31/12/2003	Montants Nets 31/12/2003	Montants Nets 31/12/2002	Montants Nets 31/12/2001
Terrains	31,2	1,6	29,6	30,9	34,8
Constructions	77,7	44,4	33,3	37,9	38,3
Installations techniques, Matériel et outillage	1 572,0	1 022,2	549,8	580,8	615,7
Autres	220,0	168,9	51,1	62,0	65,7
Immobilisations en cours	11,5	0,4	11,1	10,2	16,6
Avances et acomptes	0,4		0,4	0,5	2,1
Total	1 912,8	1 237,5	675,3	722,3	773,2

Au 31/12/03, les immobilisations corporelles brutes s'élèvent à 736,6 millions d'euros en France et 1 176,2 millions d'euros à l'étranger contre respectivement 708 millions d'euros et 1 143 millions d'euros au 31/12/2002, dont notamment au 31/12/2003, 197,1 millions d'euros en Grande-Bretagne, 136,4 millions d'euros en Allemagne, 124,8 millions d'euros en Espagne, 100,2 millions d'euros au Portugal et 94,1 millions d'euros en Belgique, en 2003 pour les plus significatives.

Variations de l'exercice en valeur brute

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations Techniques, Matériel & outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 1er janvier 2001	<u>32,5</u>	<u>88,9</u>	<u>1 161,7</u>	<u>217,3</u>	<u>1 500,4</u>
Evolution du périmètre	0,2	7,5	81,6	6,3	95,6
Activation maintenance (ouverture)			13,9		13,9
Activation maintenance (exercice 2001)			25,3		25,3
Acquisitions	2,2	5,6	200,2	41,0	249,0
Cessions	-6,0	-22,4	-50,0	-7,8	-86,2
Conversion	0,5	0,2	3,9	1,2	5,8
Reclassements (1)	5,4	-3,9	15,9	-21,8	-4,4
Au 31 décembre 2001	<u>34,8</u>	<u>75,9</u>	<u>1 452,5</u>	<u>236,2</u>	<u>1 799,4</u>
Evolution du périmètre	0,0	0,0	7,3	1,2	8,5
Activation maintenance (exercice 2002)			22,2		22,2
Acquisitions	0,0	2,4	111,0	20,8	134,2
Cessions	-0,4	-2,5	-50,1	-11,3	-64,3
Conversion	-1,8	-0,4	-42,9	-4,5	-49,6
Reclassements (1)	0,1	2,9	5,0	-7,4	0,6
Au 31 décembre 2002	<u>32,7</u>	<u>78,3</u>	<u>1 505,0</u>	<u>235,0</u>	<u>1 851,0</u>
Evolution du périmètre			-0,3	0,1	-0,2
Activation maintenance (exercice 2003)			21,4		21,4
Acquisitions	1,5	0,7	97,3	21,8	121,3
Cessions	-0,8	-0,8	-31,6	-9,8	-43,0
Conversion	-2,2	-0,5	-30,1	-4,2	-37,0
Reclassements (1)			10,3	-11,0	-0,7
Au 31 décembre 2003	<u>31,2</u>	<u>77,7</u>	<u>1 572,0</u>	<u>231,9</u>	<u>1 912,8</u>

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements impactant d'autres postes du bilan.

2.4 Immobilisations financières

Elles sont composées des titres mis en équivalence, des titres de participation non consolidés, des prêts accordés à des sociétés non consolidées et des autres immobilisations financières.

Décomposition du poste en valeur nette comptable

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Titres mis en équivalence	55,0	49,2	45,6
Titres non consolidés (1)	5,8	21,5	24,0
Prêts	9,4	4,0	6,6
Créances rattachées	0,6	0,4	3,9
Autres immobilisations financières	5,1	4,7	7,2
Total	75,9	79,8	87,3

(1) La diminution de 15,7 millions d'euros entre 2002 et 2003 est liée principalement à l'impact de l'entrée de Wall AG dans le périmètre de consolidation en tant que société mise en équivalence.

Titres mis en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	% d'intérêt 2003	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Suisse Affichage Holding	30,00%	42,6	45,7	44,1
Pays-Bas Univier Communications BV (1)	50,00%	0,0	1,6	0,0
Allemagne Nuremberg Ilg Aussenwerbung Zacharias Wall AG	35,00% 10,00% 35,00%	2,0 0,1 10,6	1,8 0,1	1,4 0,1
Etats-Unis Wall holding / Wall USA Inc.	50,00%	-0,3		
Total		55,0	49,2	45,6

(1) Cette société a été acquise en 2002. Elle est intégrée en proportionnelle depuis le 1^{er} juillet 2003.

La variation des titres mis en équivalence est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2002	Résultat	Dividendes	Périmètre	Conversion	31/12/2003
Affichage Holding	45,7	3,7	-3,7		-3,1	42,6
Nüremberg	1,8	0,6	-0,4			2,0
Ilg Aussenwerbung Zacharias	0,1	0,0			0,0	0,1
Wall AG		0,3		10,3		10,6
Wall holding / Wall USA Inc.		-0,2		-0,1	0,0	-0,3
Peron Reklam Kft	0,0	0,0			0,0	0,0
Univier Communications BV	1,6	0,5		-2,1		0,0
Total	49,2	4,9	-4,1	8,1	-3,1	55,0

Titres non consolidés

<i>En millions d'euros</i>	% Capital	Résultat 2003	Capitaux propres 31/12/2003 (1)	Valeur brute des titres au 31/12/2003	Valeur nette des titres au 31/12/2003
France					
Gommage & Aspiration	79,93%	0,0	-0,5	0,2	0,0
Affimétrie	33,00%	0,0	0,0	0,2	0,2
Autriche					
ARGE Autobahnwerbung (2)	50,00%	1,0	0,5	0,1	0,1
Objekt Werbung GmbH	25,00%	0,3	-0,5	0,9	0,6
Italie					
Ser Com	51,00%	0,2	0,4	0,1	0,1
SIPA	49,00%	0,2	0,5	0,3	0,3
ASPE	49,00%	0,2	0,3	0,2	0,2
Pubblisuccesso Lombardia	100,00%	0,0	0,3	0,1	0,1
République Tchèque					
ISPA Brno Spol Sr O	100,00%	0,0	0,0	0,3	0,3
Slovénie					
N.B.S.H. Proreklam-Europlakat Prishtina	60,00%	0,0	0,2	0,0	0,0
Asie / Pacifique					
JCDecaux Macao	80,00%	0,1	0,2	0,1	0,1
Pearl & Dean Pty Ltd et Pearl & Dean Fidji	100,00%	0,0	3,5	3,6	3,6
Autres				0,5	0,2
Total				6,6	5,8

(1) Hors résultat net de l'exercice.

(2) Données 2002 pour le résultat net et les capitaux propres

2.5 Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Valeur brute des stocks	109,8	104,8	127,8
Provisions	-14,4	-12,2	-14,4
Valeur nette des stocks	95,4	92,6	113,4

La valeur brute des stocks au 31/12/03 diminue de 1,4 millions d'euros sur les sociétés françaises et augmente de 6,4 millions d'euros sur les sociétés étrangères, principalement en Autriche pour 6,7 millions d'euros (mobilier urbain stocké en vue du contrat de Vienne).

2.6 Crédits clients et provision pour dépréciation des crédits clients

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Crédits clients (Valeur brute)	417,0	436,4	440,1
Provision pour dépréciation	-30,3	-33,3	-30,3
Crédits clients (Valeur Nette)	386,7	403,1	409,8

La valeur brute au 31/12/03 diminue de 18,5 millions d'euros sur les sociétés françaises et de 0,9 million d'euros sur les sociétés étrangères.

2.7 Autres crédits

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
- Autres crédits d'exploitation . Provisions sur autres crédits d'exploitation	19,6 -0,4	17,2 -0,1	14,1 -0,3
- Crédits diverses . Provisions sur crédits diverses	9,6 -1,7	8,3 -0,8	16,5 -0,8
- Crédits fiscaux diverses	46,9	31,8	42,5
- Crédits sur immobilisations	0,1	0,2	4,1
- Avances et acomptes versés	6,1	7,2	11,4
- Charges constatées d'avance	45,2	46,5	49,9
- Charges à répartir	16,3	16,4	14,8
Total Autres crédits	143,8	127,6	153,3
Total Provisions sur autres crédits	-2,1	-0,9	-1,1
Total Autres Crédits « Nettes »	141,7	126,7	152,2

L'augmentation de 15,1 millions d'euros du poste «crédits fiscaux diverses» entre 2002 et 2003, est due principalement à JCDecaux SA pour 18,2 millions d'euros.

2.8 Valeurs mobilières de placement

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
France	85,3	73,0	128,4
Espagne		8,7	9,6
Finlande	0,5	0,5	2,2
Portugal	0,1	0,2	0,7
Allemagne			0,2
Total	85,9	82,4	141,1

Il n'y a pas d'écart significatif entre la valeur d'inventaire et la valeur de marché des valeurs mobilières de placement.

2.9 Impôts différés nets

2.9.1. Impôts différés comptabilisés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Impôts différés actif (nets de provisions)	15,0	29,7	46,4
Impôts différés passif	-16,5	-20,7	-27,4
Total	-1,5	9,0	19,0

Les impôts différés ont diminué de 10,5 millions d'euros entre 2002 et 2003. Cette diminution provient principalement de la France pour 11,6 millions d'euros et des Etats-Unis pour 6,5 millions d'euros, avec en contrepartie une augmentation de 2,1 millions d'euros de l'Angleterre, de 1,3 millions d'euros de l'Espagne, 1,1 millions d'euros de l'Autriche, 0,9 million d'euros de la Belgique et 0,4 million d'euros pour les Pays Bas.

2.9.2. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires comptabilisés et intégralement dépréciés se monte à 35,8 millions d'euros au 31 décembre 2003 (contre 26,8 millions d'euros au 31 décembre 2002). Cette variation de 9,0 millions d'euros provient principalement des sociétés américaines pour 5,8 millions d'euros, des sociétés espagnole JCD Espana pour 0,5 million d'euros, portugaise Red Portuguesa pour 0,5 million d'euros, et uruguayenne JCD Uruguay pour 0,5 million d'euros.

2.10 Variation des Capitaux Propres part du Groupe

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Total
Capitaux Propres au 31 décembre 2000	2,7	244,2	377,0	623,9
Augmentation de capital de JCDecaux SA (1)	0,7	679,0		679,7
Résultat de l'exercice			10,2	10,2
Dividendes versés (2)				
Rachat minoritaires fusion JCDecaux SA			13,0	13,0
Variation des écarts de conversion			-4,9	-4,9
Capitaux Propres au 31 décembre 2001	3,4	923,2	395,3	1 321,9
Résultat de l'exercice			26,0	26,0
Dividendes versés (2)				
Rachat d'actions propres (3)			-2,1	-2,1
Variation des écarts de conversion			-32,4	-32,4
Capitaux Propres au 31 décembre 2002	3,4	923,2	386,8	1 313,4
Résultat de l'exercice			40,9	40,9
Dividendes versés (2)				
Changement de méthode (4)			-4,5	-4,5
Variation des écarts de conversion			-16,0	-16,0
Capitaux Propres au 31 décembre 2003	3,4	923,2	407,2	1 333,8

(1) Le Groupe JCDecaux a fait l'objet d'une introduction en bourse le 21 juin 2001.
Les frais d'introduction en bourse ont été imputés sur la prime d'émission nets d'impôt.

(2) La société n'a pas distribué de dividendes.

(3) JCDecaux SA a racheté 200 000 de ses actions propres en août et octobre 2002 pour un total 2,1 millions d'euros.

(4) Engagements de retraite et avantages au personnel.

Au 31 décembre 2003 le capital social est composé de 221 400 760 actions.

2.11 Variation des capitaux propres minoritaires

<i>En millions d'euros</i>	2003	2002	2001
Capitaux propres minoritaires au 1er janvier	64,2	68,8	47,5
Résultat de l'exercice	14,2	17,5	18,4
Distribution de dividendes	-7,9	-12,2	-12,6
Variation des écarts de conversion	-0,7	0,2	0,8
Variation de périmètre	-38,3	-10,1	27,7
Changement de méthode	-0,1		
Rachat minoritaires fusion JCDecaux SA			-13,0
Capitaux propres minoritaires au 31 décembre	31,4	64,2	68,8

2.12 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Provisions pour risques et charges	86,4	72,0	73,5
Provisions pour retraites et avantages assimilés	28,2	10,6	9,9
Total	114,6	82,6	83,4

Variation des provisions pour risques et charges

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2002	Dotations	Reprises	Changement de méthode	Reclassements	Conversion	31/12/2003
Provision risques	16,4	8,8	-6,1	0,0	4,7	-0,3	23,5
Provision démontage (1)	51,6	11,4	0,0	0,0	-0,9	-0,6	61,5
Provisions pour retraites et assimilés	10,6	3,6	0,0	6,7	7,4	-0,1	28,2
Provision restructuration	2,1	0,0	-0,3	0,0	-1,6	0,0	0,2
Provision charges	1,9	0,5	-1,2	0,0	0,0	0,0	1,2
Total provisions	82,6	24,3	-7,6	6,7	9,6	-1,0	114,6

Il n'existe pas sur 2003 de reprise de provision significative sans objet.

- (1) Les provisions pour risques et charges sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant le mobilier urbain. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice à partir de la taille du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et réfection des sols). Les provisions pour démontage sont étaillées sur la durée des contrats.

A l'échéance du contrat, le coût de démontage est provisionné à 100 %. Les provisions pour démontage faisant l'objet d'une réestimation en fin d'année, une dotation nette est constatée sur l'exercice.

Les provisions pour litiges représentent un montant de 10,4 millions d'euros au 31 décembre 2003. L'ensemble des litiges du Groupe fait l'objet d'une revue par la direction juridique du Groupe. L'appréciation du risque sur les litiges est effectuée au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, des conseils juridiques et des éventuels jugements prononcés en première instance.

Les autres provisions sont notamment constituées de provisions pour restructuration pour 0,2 million d'euros et de provisions pour risques sociaux pour un montant de 1,6 millions d'euros.

Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilées.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni, l'Autriche et les Pays-Bas.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCD United Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

Aux Pays-Bas, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension, dont l'engagement est en partie couvert par les cotisations versées à un fonds externe.

Enfin, deux régimes multi-employeurs à prestations définies ont été identifiés en Suède (ITP plan) et en Finlande (TEL). Ces régimes n'ont pas fait l'objet d'une évaluation actuarielle, dans la mesure où, d'une part, il s'agit de régimes nationaux pour lesquels les informations nécessaires sont indisponibles à ce jour, d'autre part, le régime TEL est assimilé à un régime de sécurité sociale.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

Au 31 décembre	2003
Taux d'actualisation	4,9% - 7%
Taux de revalorisation de salaires	2% - 4%
Taux de revalorisation des pensions	2% - 3%
Rendement attendu des actifs des régimes	5% - 8%
Durée résiduelle moyenne de présence	14 - 15 ans

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

<i>En million d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres engagements	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	7,4	42,5	2,3	52,2
Coût normal	0,5	1,4	0,2	2,1
Intérêt sur la dette	0,4	2,4	0,1	2,9
Modifications de régimes	1,6	3,2		4,8
Ecarts actuariels	-0,1		0,1	0,0
Prestations payées	-0,6	-1,0	-0,1	-1,7
Autres (écarts de change)		-2,4		-2,4
Dette actuarielle à la clôture	9,2	46,1	2,6	57,9
<i>dont France</i>	5,6	11,7	1,3	18,6
<i>dont autres pays</i>	3,6	34,4	1,3	39,3
Evolution des actifs				
Ouverture		25,4		25,4
Rendement réel		2,9		2,9
Contributions employeur		1,3		1,3
Prestations payées		-0,7		-0,7
Autres (écarts de change)		-1,5		-1,5
Actifs à la clôture		27,4		27,4
<i>dont France</i>		3,9		3,9
<i>dont autres pays</i>		23,5		23,5
Provision				
Couverture financière	9,2	18,7	2,6	30,5
Ecarts actuariels non amortis	0,1	1,3		1,4
Coût des services passés non amortis	-1,5	-3,2		-4,7
Provision de clôture ⁽¹⁾	7,8	16,8	2,6	27,2
<i>dont France</i>	4,0	4,6	1,3	9,9
<i>dont autres pays</i>	3,8	12,2	1,3	17,3
Charge de retraite				
Coût Normal	0,5	1,4	0,2	2,1
Intérêt sur la dette	0,5	2,3	0,1	2,9
Rendement attendu des placements		-1,5		-1,5
Amortissement des écarts actuariels			0,1	0,1
Amortissement du coût des services passés		0,1		0,1
Charge de l'exercice	1,0	2,3	0,4	3,7
<i>dont France</i>	0,5	1,1	0,2	1,8
<i>dont autres pays</i>	0,5	1,2	0,2	1,9

(1) Le montant de 27,2 millions d'euros se décompose en 28,2 millions d'euros de provisions comptabilisées au passif du bilan au titre des passifs sociaux et 1 million d'euros de droit à remboursement relatif à un régime de retraite.

Les écarts actuariels positifs restant à amortir au 31 décembre 2003 s'élèvent à 1,4 millions d'euros et concernent de manière quasi exclusive le fonds de pension anglais.

Le poste «modifications de régime» correspond au surcoût généré par l'application de la loi Fillon et fait l'objet d'un amortissement sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Le coût des services passés non amorti au 31 décembre 2003 s'élève à 4,7 millions d'euros.

Sur l'exercice, les mouvements nets des régimes de retraite et assimilés sont les suivants :

<i>En million d'euros</i>	2003
Au 1er Janvier 2003	26,8
Charge de l'exercice	3,7
Ecarts de conversion	-1,0
Cotisations versées	-1,3
Prestations versées	-1,0
Au 31 décembre 2003⁽¹⁾	27,2

(1) Le montant de 27,2 millions d'euros se décompose en 28,2 millions d'euros de provisions comptabilisées au passif du bilan au titre des passifs sociaux et 1 million d'euros de droit à remboursement relatif à un régime de retraite.

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

2003	<i>En million d'euros</i>	%
Actions	15,8	58%
Obligations	8,6	31%
Immobilier	0,7	3%
Autres	2,3	8%
Total	27,4	100%

2.13 Dettes financières

<i>En million d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Emprunts obligataires	375,0		
Emprunts auprès des établissements de crédit	394,6	737,7	896,5
Emprunts et dettes financières divers	11,2	8,3	12,2
TOTAL	780,8	746,0	908,7

Depuis l'émission d'un placement privé aux Etats-Unis par JCDecaux SA en 2003, les dettes principales du Groupe sont composées d'emprunts obligataires et d'emprunts auprès des établissements de crédit, la partie tirée se décomposant ainsi :

- le placement privé émis en 2003 aux Etats-Unis, amortissable entre 2010 et 2015 et d'un montant au 31 décembre 2003 de 375 millions d'euros.
- la Tranche A du crédit syndiqué mis en place par JCDecaux SA en 2000 et amortissable semestriellement jusqu'en 2005 et dont l'encours au 31 décembre 2003 est de 320 millions d'euros, après un amortissement anticipé volontaire de 163 millions d'euros en juin 2003
- des emprunts bancaires portés par les filiales directes et indirectes de JCDecaux SA, pour un montant de 74,6 millions d'euros.

Les emprunts et dettes financières divers comprennent (i) les emprunts actionnaires, souscrits par les filiales de JCDecaux SA non détenues à 100 % et accordés par les autres actionnaires de ces filiales pour un montant de 8,1 millions d'euros ; (ii) les intérêts courus sur les emprunts obligataires et auprès des établissements de crédit de l'ensemble des entités du Groupe ainsi que les intérêts courus sur les emprunts actionnaires pour un montant de 3,1 millions d'euros.

Par ailleurs, Le Groupe disposait au 31 décembre 2003 de lignes de crédits bancaires confirmées non utilisées :

- La tranche B du crédit syndiqué, d'un montant de 501,6 millions d'euros d'échéance finale septembre 2005. La société a l'intention d'annuler en 2004 l'intégralité de cette Tranche B.
- Une ligne de crédit bancaire mise en place en décembre 2003, d'un montant de 550 millions d'euros d'échéance finale décembre 2008. L'utilisation de cette ligne de crédit est conditionnée par le remboursement anticipé de la Tranche A du crédit syndiqué, remboursement qui a été effectué en janvier 2004.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais imposent le respect de « *covenants* ». Le non respect de ces « *covenants* » peut impliquer l'exigibilité anticipée des emprunts et crédits :

- ils limitent la capacité du Groupe entre autres à :
 - accorder des sûretés
 - céder des actifs
 - faire porter sa dette par ses filiales (placement privé et ligne mis en place en 2003 uniquement)
 - distribuer des dividendes au delà de 30 % du résultat net consolidé de l'exercice fiscal précédent (ligne mise en place en 2000 uniquement)
 - limiter ses activités à celles actuellement exercées dans le cadre de la communication extérieure (lignes mises en place en 2000 et 2003 uniquement).
- ils requièrent du Groupe de maintenir les ratios financiers suivants :
 - ratio de couverture d'intérêts : EBITDA consolidé / frais financiers nets consolidés > 3,5 et 5 pour 1
 - ratio d'endettement net consolidé : dette nette consolidée / EBITDA consolidé < 3,5 pour 1.
- ils limitent les changements du contrôle de JCDecaux SA.

Echéances des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Echéance à moins d'un an (1)	345,5	210,4	205,4
Echéance à plus d'un an et moins de 5 ans	35,4	509,0	692
Echéance à plus de 5 ans	399,9	26,6	11,3
TOTAL	780,8	746,0	908,7

(1) Sur les 345,5 millions d'euros d'échéance à moins d'un an, 320 millions d'euros ont effectivement été remboursés par anticipation par JCDecaux SA en janvier 2004, par tirage sur sa ligne de crédit confirmée mise en place en 2003 et d'échéance 2008. Ainsi, JCDecaux SA a substitué, à la part de sa dette à moins d'un an, une dette d'échéance comprise entre 1 et 5 ans.

Ventilation des dettes financières par devises

Ventilation par devise d'origine des dettes (avant swaps d'émission et swaps de change)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Euro	513,2	689,1	849,0
Dollar US	225,0	0,0	0,0
Couronne danoise	15,4	18,6	20,7
Couronne norvégienne	5,5	6,2	3,6
Dollar australien	4,8	19,1	23,4
Couronne suédoise	0,0	0,0	0,4
Livre sterlina	1,0	1,1	6,5
Bath thaïlandais	3,4	3,4	0,4
Yen japonais	4,9	4,3	4,7
Won sud-coréen	1,4	1,4	0,0
Peso chilien	4,6	2,8	0,0
Autres	1,6	0,0	0,0
TOTAL	780,8	746,0	908,7

**Ventilation par devise finale des dettes financières
(après swaps d'émission et swaps de change)**

	31/12/2003	
	<i>En millions d'euros</i>	<i>En %</i>
Euro	656,6	84%
Dollar US	60,3	8%
Couronne danoise	20,0	3%
Couronne norvégienne	8,1	1%
Dollar australien	4,8	1%
Couronne suédoise	1,6	0%
Livre sterlina	9,4	1%
Bath thaïlandais	3,4	0%
Yen japonais	4,9	1%
Won sud-coréen	1,4	0%
Peso chilien	4,6	1%
Couronne tchèque	4,0	1%
Autres	1,7	0%
TOTAL	780,8	100%

Ventilation des dettes financières taux fixe / taux variable (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

Ventilation par nature de taux d'origine (avant couvertures fermes et optionnelles)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
Taux fixe	256,5	35,7	14,4
Taux variable *	524,3	710,3	894,3
TOTAL	780,8	746,0	908,7

* La dette à taux variable fait l'objet de couvertures décrites en note 4.1.

Ventilation par nature de taux final (après couvertures fermes et optionnelles)

	31/12/2003	
	<i>En millions d'euros</i>	<i>En %</i>
Taux fixe ou Taux variable protégé	192,4	25%
Taux variable	588,4	75%
TOTAL	780,8	100%

3. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2003	2002	2001
Consommations, charges externes et autres charges d'exploitation nettes	-787,6	-820,3	-820,0
Impôts et taxes	-17,4	-18,4	-16,8
Salaires et charges sociales	-321,9	-333,7	-329,1
Dotations aux provisions nettes des reprises	-16,4	-15,7	-6,6
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-170,4	-178,4	-169,6
Total	-1 313,7	-1 366,5	-1 342,1

Le poste « Consommations, charges externes et autres charges d'exploitation nettes » comprend les frais de recherche et développement qui s'élèvent à 8,3 millions d'euros pour 2003 contre 9,8 millions d'euros en 2002 et 13,8 millions d'euros en 2001.

3.2 Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2003	2002	2001
Intérêts sur dette nette de trésorerie	-28,3	-36,1	-57,1
Définitions de change	-2,0	-0,2	4,3
Autres	-1,7	-0,4	-0,3
Total	-32,0	-36,7	-53,1

En 2003, le résultat financier s'est élevé à -32 millions d'euros, soit une amélioration de 4,7 millions d'euros par rapport à 2002. Cette amélioration du résultat financier est due à la diminution des intérêts de la dette nette, elle-même due à (i) une réduction des taux Euribor et Libor dollar américain et (ii) à une diminution de la dette nette moyenne du Groupe.

3.3 Résultat exceptionnel

<i>En millions d'euros</i>	2003	2002	2001
Produits/Charges nets sur opérations de gestion	-0,4	-12,6	-8,5
Produits/Charges nets sur opérations en capital	2,6	-5,2	10,6
Reprises/Dotations nettes et autres produits nets	-2,5	15,1	-7,9
Total	-0,3	-2,7	-5,8

Les produits nets sur opérations en capital s'élèvent à 2,6 millions d'euros. Ils sont essentiellement composés de 2,9 millions d'euros de plus-values de cession sur des terrains disposant de panneaux d'affichage au Royaume-Uni, de 0,7 million d'euros de plus-value de cession sur les titres des sociétés polonaises et de moins-values de cession sur des panneaux et mobilier urbain pour 1 million d'euros.

Le poste « Reprises/Dotations nettes et autres produits nets » est constitué principalement de la provision au titre des médailles du travail et autres prestations dues pendant la durée active des salariés, pour -2,3 millions d'euros. Ces engagements, non provisionnés les exercices précédents ont été intégralement provisionnés en 2003.

3.4 Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2003	2002	2001
Impôts courants	-63,6	-64,2	-84,4
Impôts différés	-12,2	-6,0	34,6
Total	-75,8	-70,2	-49,8

Le taux effectif d'impôt avant dotations aux amortissements des écarts d'acquisition et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence passe de 40,8% en 2002 à 38,3% en 2003.

La charge d'impôts différés de l'exercice se décompose de la façon suivante :

- charges d'impôts nettes de -2,3 millions d'euros
- dotations aux provisions sur les impôts différés actifs d'un montant de -9,9 millions d'euros.

Impôt sur résultat courant et impôt sur résultat exceptionnel

En millions d'euros	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	198,1	-77	121,1
Résultat exceptionnel	-0,3	1,2	0,9
Résultat net des entreprises intégrées	197,8	-75,8	122,0

L'impôt calculé sur le résultat exceptionnel tient compte de l'exonération des plus values sur cession d'immobilisations corporelles de l'Angleterre pour 2,9 millions d'euros et de l'Irlande pour 0,5 million d'euros, soit un impact impôt total de 1 million d'euros.

Rationalisation de la charge d'impôt

En millions d'euros	2003	2002	2001
Résultat net de l'ensemble consolidé	55,1	43,5	28,6
Charge d'impôt	-75,8	-70,2	-49,8
Résultat avant impôt	130,9	113,7	78,4
Amortissement des écarts d'acquisition	71,8	63,7	70,9
Moins-values à long terme			
Quote-Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-4,9	-5,6	-7,1
Régime société mère/filiales	6,1	2,3	2,9
Divers	6,1	1,2	1,7
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	210,0	175,3	146,8
Taux d'impôt pondéré du Groupe	34,23%	34,65%	32,20%
Impôt théorique	-71,9	-60,7	-47,2
Impôts différés sur déficits non reconnus	-9,0	-16,3	-30,6
Impôts locaux complémentaires	-0,3	0,8	-2,1
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	2,4	1,1	7,4
Rattrapage d'impôts différés sur exercices antérieurs	2,0	3,9	
Effet fiscal restructuration USA			24,4
Divers	1,0	1,0	-1,7
Impôt total calculé	-75,8	-70,2	-49,8
Impôt enregistré	-75,8	-70,2	-49,8

3.5 Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	2003	2002	2001
Affichage Holding	3,7	4,7	6,3
Nüremberg	0,6	0,6	0,8
Univier Communications BV	0,5	0,3	
Wall AG	0,3		
Wall holding / Wall USA Inc.	-0,2		
Total	4,9	5,6	7,1

3.6 Effectifs et rémunération des organes de Direction

Sur l'exercice 2003, les effectifs du Groupe atteignent 6 915 personnes.

Ils atteignaient 7 079 personnes sur l'exercice 2002, contre 7 336 personnes sur l'exercice 2001.

La quote-part de l'effectif employé par les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle est de 213 personnes au 31 décembre 2003.

La répartition de l'effectif sur les exercices 2003, 2002 et 2001 est la suivante :

	2003	2002	2001
Dirigeants	104	109	119
Cadres	766	770	792
Agents de maîtrise	1 143	1 152	1 229
Employés	3 084	3 153	3 271
Ouvriers	1 818	1 895	1 925
Total	6 915	7 079	7 336

Le montant des rémunérations versées aux membres des organes de Direction du Groupe, Directoire et Conseil de Surveillance, s'élève respectivement à 5,9 millions d'euros et 0,1 million d'euros en 2003, contre 5,5 millions d'euros et 0,1 million d'euros au titre de l'exercice 2002.

4. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

4.1 Instruments financiers

Le Groupe n'utilise des produits dérivés qu'à des fins de couverture contre les risques de taux et de change.

Instruments financiers d'émission d'emprunts obligataires

En 2003, en émettant son placement privé aux Etats-Unis, JCDecaux SA a levé des ressources dont une part significative (250 millions de dollars) était libellée en dollars américains et à taux fixe. Le Groupe n'ayant pas généré de besoins de financement libellés en dollars américains d'un tel montant et privilégiant une indexation variable pour ses emprunts à moyen et long terme, JCDecaux SA a procédé, concomitamment à l'émission de son placement privé, à la mise en place de swaps d'émission :

- Swap de taux : receveur de taux fixe et payeur de taux variable LIBOR, d'un montant de 100 millions de dollars américains et d'échéance avril 2010.
- Swaps de taux combinés à des swaps de base : receveurs de taux fixe dollar américain et payeurs de taux variable EURIBOR, d'un montant total de (i) 150 millions de dollars à l'origine (ii) de 142 millions d'euros après swaps et d'échéances comprises entre avril 2013 et avril 2015.

La valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers d'émission du Groupe au 31 décembre 2003 était de - 25,3 millions d'euros.

Instruments de taux d'intérêt (hors instruments financiers d'émission)

La majorité des emprunts du Groupe étant libellée en euros et à taux variable, et afin de limiter l'impact sur son coût de dette d'une hausse des taux EURIBOR, le Groupe a mis en place des couvertures à moyen terme sous forme d'achats de caps secs ou éventuellement financés par des ventes de caps ou de floors.

Au 31 décembre 2003, les positions ainsi contractées par le Groupe en euros sont les suivantes :

Couverture de la dette en euros de JCDecaux SA et libellée à taux variable (encours au 31 décembre 2003 de 612 millions d'euros) :

- Caps achetés pour 153 millions d'euros, dont 80 millions d'euros sont à paliers ou partiellement annulables ; ces caps ont une échéance comprise entre octobre 2004 et avril 2006 ; aucun de ces caps n'est actif au 31 décembre 2003.
- Caps vendus pour 35 millions d'euros, d'échéance avril 2006 ; aucun de ces caps n'est actif au 31 décembre 2003.
- Floors vendus pour 115 millions d'euros, dont les échéances sont comprises entre octobre 2004 et avril 2006, 80 millions d'euros sont dans la monnaie dans les conditions d'EURIBOR 3 mois du 31 décembre 2003 soit 2,124 %.

Après prise en compte de ces couvertures, le coût de dette brute de JCDecaux SA sera impacté par les variations des taux Euribor, de la façon suivante :

Variation en % des taux Euribor vs taux au 31 Décembre 2003	- 1%	+ 1%	+ 2%	+ 3%
Impact en % sur le coût de dette brute	- 0,84 %	+ 0,86 %	+ 1,75 %	+ 2,57 %

Couverture de dettes des filiales :

En couverture d'un emprunt à taux variable en couronnes danoises : swaps payeurs de taux fixe et receveurs de taux variable pour un montant de 60 millions de couronnes danoises et dont les échéances sont comprises entre décembre 2007 et janvier 2009.

La valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers sur taux d'intérêt (hors instruments financiers d'émission) du Groupe au 31 décembre 2003 était de -2,3 millions d'euros.

Instruments de taux de change (hors instruments financiers d'émission)

L'exposition du Groupe au risque de change provient de son activité à l'étranger. Elle est principalement liée aux opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères).

Au 31 décembre 2003, les positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	Devise	Montant (en M€)
Sur opérations commerciales		
Achats à terme contre dollars américains	EUR	0,4
	GBP	0,2
Sur opérations financières		
Achats à terme contre euros (1)	USD	22,4
	HKD	2,9
	SGD	1,3
	JPY	0,8
Ventes à terme contre euros (2)	GBP	8,4
	DKK	4,6
	CZK	4
	NOK	2,7
	SEK	1,6

- (1) Les opérations d'achat à terme de dollars américains viennent en couverture de la part non utilisée de la dette portée par JCDecaux SA dans cette devise (Tranche A du placement privé émis en 2003), les opérations d'achat à terme des autres devises viennent en couverture (i) des emprunts souscrits par JCDecaux SA auprès de ses filiales, en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe (ii) du recyclage en euros des soldes bancaires résiduels en devises de JCDecaux SA.
- (2) Les opérations de vente à terme de devises viennent en couverture des prêts accordés par JCDecaux SA ou d'autres sociétés françaises aux filiales du Groupe.

La valeur de marché de ces instruments financiers sur change au 31 décembre 2003 était de -3,3 millions d'euros.

4.2 Engagements hors bilan, autres que les instruments financiers

En millions d'euros	31/12/2003	31/12/2002
ENGAGEMENTS DONNES (1)		
Garanties de marché	64,0	69,3
Autres garanties	11,2	12,2
Nantissemens hypothèques et suretés réelles	1,0	32,9
Engagements sur titres	154,6	230,1
Total	230,8	344,5
ENGAGEMENTS RECUS (1)		
Avals, cautions et garanties	1,5	3,8
Engagement sur titres	128,2	236,6
Lignes de crédit	1 051,6	501,6
Total	1 181,3	742,0

(1) hors engagements relatifs aux contrats de location

Les garanties de marché correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA. Ainsi, JCDecaux SA garantit directement ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « autres garanties » comprend les garanties, émises principalement par JCDecaux SA, (i) pour le paiement de loyers, location de véhicules de certaines de ses filiales, (ii) en contre-garantie des banques dans le cadre de lignes de cautions accordées à certaines de ses filiales (iii) pour le paiement de dettes financières de sociétés non consolidées ou consolidées par mise en équivalence (iv) pour le paiement de dettes financières de sociétés consolidées en proportionnel lorsque le montant de la garantie accordée est supérieur au pourcentage de détention.

Les avals, cautions et garanties reçus sont constitués principalement de garanties de passif.

Les engagements sur titres sont accordés et reçus notamment dans le cadre des opérations de croissance externe.

Le Groupe JCDecaux et B&C Holding ont mis fin à leur accord de partenariat en Autriche et en Europe Centrale, conclu en avril 2001. B&C Holding a exercé, en août 2003, son droit de vente pour un montant de 138 millions d'euros. A l'issue de cette opération, JCDecaux SA détient directement 30% de la société Affichage Holding et, via sa filiale à 100%, JCDecaux Central Eastern Europe Holding, 67% de la société Gewista.

Au 31 décembre 2003, les engagements donnés sur titres comprennent, au bénéfice de nos différents partenaires, les droits suivants :

- droit de vente (*put*) pour un montant de 74 millions d'euros exerçable du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009
- droit de vente (*put*) pour un montant estimé de 16,2 millions d'euros, exerçable en deux temps : du 1^{er} mars 2004 au 15 mars 2004 (25 % des titres) et du 1^{er} mars 2005 au 15 mars 2005 (25 % des titres).
- droit d'achat (*call*) exerçable par un de nos partenaires aux deux périodes suivantes : du 1^{er} janvier 2006 au 31 Décembre 2006 ou du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008 (35% des titres). Le prix d'exercice de l'option sera déterminé en fonction d'une formule de calcul contractuelle et sera au minimum de 57,5 millions d'euros.
- autres engagements divers : 4,8 millions d'euros.

D'autre part, le Groupe a pris l'engagement d'acheter, en 2006, des titres (1,77%) pour un montant estimé à 2,1 millions d'euros.

Les engagements reçus sur titres comprennent, en notre faveur, les droits suivants :

- droit d'achat (*call*), pour un montant de 16,2 millions d'euros, exercisable en deux temps : du 16 mars 2004 au 30 mars 2004 (25 % des titres) et du 16 mars 2005 au 30 mars 2005 (25 % des titres).
- droit de vente (*put*), exercisable du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008 (35%). Le prix d'exercice sera déterminé en fonction d'une formule de calcul contractuelle et sera au minimum de 38 millions d'euros pour la partie représentant 23,88% des parts.

D'autre part, ils comprennent un engagement (74 millions d'euros) d'un partenaire stratégique de ne pas céder sa participation actuelle dans l'une des filiales du Groupe avant le 1^{er} janvier 2009.

Enfin, dans le cadre des partenariats signés, le Groupe bénéficie de droits de préemption que le Groupe ne considère pas comme des engagements.

Les lignes de crédit sont constituées d'une part, de la tranche B de la ligne de crédit mise en place en 2000 pour 501,6 millions d'euros, d'autre part, de la ligne de crédit mise en place en décembre 2003 pour 550 millions d'euros.

Engagements relatifs aux contrats de locations :

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé ;
- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport donnant lieu à des versements fixes ou des minima garantis ;
- des baux immobiliers ;
- des contrats de location de véhicule.

Les engagements donnés aux bailleurs en application des contrats de location sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	< 1 an	> 1 et < 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Location simple	289,8	735,2	602,1	1 627,1
Location financement	4,2	5,9	1,7	11,8
Total location	294,0	741,1	603,8	1 638,9

(1) jusqu'en 2020.

5. INFORMATION SECTORIELLE

5.1 Par secteur d'activité

Définition de la segmentation sectorielle

Mobilier urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobilier, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Affichage

L'activité Affichage couvre la publicité sur le domaine privé, telles que l'affichage traditionnel ou la publicité rétro-éclairée. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les trams et les trains.

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires	EBITDA (1)	Immobilisations Corporelles Nettes
Mobilier Urbain			
2003	837,0	348,5	505,8
2002	840,3	340,3	539,9
2001	798,2	306,4	590,0
Affichage			
2003	427,6	54,4	140,8
2002	442,6	55,4	150,1
2001	411,4	47,8	152,4
Transport			
2003	279,2	14,0	28,7
2002	294,8	9,6	32,3
2001	333,6	23,1	30,8
Total			
2003	1 543,8	416,9	675,3
2002	1 577,7	405,3	722,3
2001	1 543,2	377,3	773,2

(1) EBITDA : résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes des reprises (ou Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization).

5.2 Par zone géographique

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires	EBITDA (1)	Immobilisations Corporelles Nettes
France			
2003	555,8	188,4	196,6
2002	570,9	185,2	219,7
2001	591,8	181,8	242,9
Royaume-Uni			
2003	220,3	39,2	95,9
2002	231,6	38,0	107,6
2001	220,9	35,1	122,5
Reste de l'Europe			
2003	574,9	183,5	285,3
2002	568,9	192,9	296,3
2001	516,1	182,5	281,5
Amériques			
2003	106,2	2,4	70,1
2002	104,2	-8,0	70,9
2001	103,4	-22,2	100,0
Asie / Pacifique			
2003	86,6	3,4	27,4
2002	102,1	-2,8	27,8
2001	111,0	0,1	26,3
Total			
2003	1 543,8	416,9	675,3
2002	1 577,7	405,3	722,3
2001	1 543,2	377,3	773,2

(1) EBITDA : résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes des reprises (ou Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization).

6. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

6.1 Identité de la société mère

Au 31 décembre 2003, JCDecaux SA est détenue à 69,52 % par la société JCDecaux Holding.

6.2 Liste des sociétés consolidées

Voir pages suivantes.

6.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2003

SOCIETES	PAYS	% D'INTERET	METHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE
ACTIVITE MOBILIER URBAIN				
JCDECAUX SA	France	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX MOBILIER URBAIN	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT	France	50,00	Glob.	50,00
SEMUP	France	100,00	Glob.	100,00
DPE	France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI	France	66,00	Glob.	66,00
ACM GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCD STADTMOBLIERUNG GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCD DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
GEORG ZACHARIAS GmbH	Allemagne	50,00	Glob.	50,00
RGS	Allemagne	25,00	Glob.	50,00
DSM DECAUX	Allemagne	50,00	Glob.	50,00
KLETT DECAUX GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
NÜREMBERG	Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
ILG AUSSENWERBUNG ZACHARIAS GmbH	Allemagne	10,00	Equiv.	20,00
ILG AUSSENWERBUNG GmbH	Allemagne	50,00	Glob.	50,00
WALL AG	Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
JCD UK	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCD ARGENTINE	Argentine	99,93	Glob.	99,93
JCD STREET FURNITURE PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX AUSTRALIA PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
AQMI	Autriche	33,50	Prop.	50,00
JCD BELGIQUE	Belgique	100,00	Glob.	100,00
ACM SA	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCD DO BRASIL	Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCD SALVADOR	Brésil	100,00	Glob.	100,00
VIACOM OUTDOOR JC DECAUX STREET FURNITURE CANADA LTD	Canada	50,00	Prop.	50,00
IP DECAUX	Corée	50,00	Prop.	50,00
AFA JC DECAUX	Danemark	50,00	Glob.	50,00
MOBILIARIO URBANO	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX ATLANTIS	Espagne	85,00	Glob.	85,00
JC DECAUX & SIGN.SA	Espagne	100,00	Glob.	100,00
PLANIGRAMA	Espagne	100,00	Glob.	100,00
UNICOM EESTI OU	Estonie	50,00	Prop.	50,00
JC DECAUX NEW-YORK Inc	Etats-Unis	70,00	Glob.	70,00
JC DECAUX UNITED SAN FRANCISCO LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX MALLSCAPE LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX CHICAGO LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX NEW YORK LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
VIACOM DECAUX STREET FURNITURE, LLC	Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCD NORTH AMERICA Inc	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
WALL HOLDINGS Inc	Etats-Unis	50,00	Equiv.	50,00
WALL USA Inc	Etats-Unis	50,00	Equiv.	50,00
JC DECAUX FINLANDE Oy	Finlande	100,00	Glob.	100,00
AFA JCD ICELAND	Islande	50,00	Glob.	100,00
MC DECAUX Inc (1)	Japon	60,00	Prop.	60,00
UNICOM BALTIC SIA	Lettonie	50,00	Prop.	50,00
UNICOM BALTIC UAB	Lithuanie	50,00	Prop.	50,00
JCD LUXEMBOURG	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCD GROUPE SERVICES	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCD NETHERLAND BV	Pays-Bas	50,00	Glob.	50,00
V.K.M BV	Pays-Bas	50,00	Glob.	50,00
UNIVIER COMMUNICATIONS BV	Pays-Bas	50,00	Prop.	50,00
JCD PORTUGAL LDA	Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE LDA	Portugal	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX MESTSKY MOBILIAR	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
ALMA QUATRO	Serbie	33,50	Prop.	50,00
JCD SINGAPOUR PTE LTD	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCD PEARL AND DEAN PTE LTD	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCD SLOVAQUIE	Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX SVERIGE	Suède	98,23	Glob.	98,23
JC DECAUX THAÏLAND LTD	Thaïlande	95,15	Glob.	95,15
JC DECAUX URUGUAY	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITE AFFICHAGE				
AVENIR FRANCE SA	France	100,00	Glob.	100,00
AGUESSEAU	France	100,00	Glob.	100,00
JCD PUBLICITE LUMINEUSE	France	100,00	Glob.	100,00
MILLS AND ALLEN HOLDINGS	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00

(1) La société MCDecaux (Japon) est consolidée par intégration proportionnelle du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe des pouvoirs de Direction

SOCIETES	PAYS	% D'INTERET	METHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE
MILLS AND ALLEN GROUP	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCD MEDIA SERVICES	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
GROUPE MARGINHELP	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
MILLS AND ALLEN LTD	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCD UNITED LTD	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
PEARL AND DEAN GROUP PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA Mbh	Autriche	67,00	Glob.	67,00
EUROPLAKAT INTERNATIONAL Mbh	Autriche	33,50	Prop.	50,00
PROGRESS AUSENWERBUNG GmbH SLBG	Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS WERBELAND GMBH	Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES Mbh	Autriche	67,00	Glob.	100,00
USP WERBEGES Mbh	Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDECAUX INVEST HOLDING GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SUB INVEST HOLDING GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
BELGOPOSTER	Belgique	100,00	Glob.	100,00
AFFICHAGE NOUVEL ESSOR NV	Belgique	61,15	Glob.	61,15
JCD PUBLICITE LUMINEUSE NV	Belgique	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT DOO (BANJA LUKA)	Bosnie	23,45	Prop.	50,00
EUROPLAKAT DOO (SARAJEVO)	Bosnie	23,45	Prop.	50,00
EUROPLAKAT-POREKLAM DOO	Croatie	17,09	Prop.	50,00
JCD ESPANA	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCD PUBLICIDAD LUMINOSA	Espagne	100,00	Glob.	100,00
AVENIR BUDAPEST SARL	Hongrie	18,43	Prop.	50,00
JCD NEONLIGHT BUDAPEST KFT	Hongrie	27,47	Prop.	50,00
EUROPLAKAT KFT	Hongrie	22,78	Prop.	50,00
PERON REKLAM KFT	Hongrie	5,70	Equiv.	25,00
JCD IRELAND NORTH	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES	Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR SUMMERBROOK	Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCD IRELAND	Irlande	100,00	Glob.	100,00
IGP DECAUX AFFICHAGE	Italie	32,35	Prop.	32,35
EUROPOSTER BV	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCD NEONLIGHT POLSKA	Pologne	60,00	Glob.	60,00
RED PORTUGUESA, S.A	Portugal	92,77	Glob.	92,77
PLACA, LDA	Portugal	100,00	Glob.	100,00
CENTECO, LDA	Portugal	70,00	Glob.	70,00
AUTEDOR, LDA	Portugal	51,00	Glob.	51,00
GREEN, LDA	Portugal	53,63	Glob.	55,00
RED LITORAL, LDA	Portugal	69,57	Glob.	75,00
AVENIR PRAHA SARL	Rép. Tchèque	90,00	Glob.	90,00
AUSSENW.TSCHECH.-SLOW.BETEILIG	Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT SP SRO	Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT USTI NAD LABEM	Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWERB SP SRO	Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT YU DOO	Serbie	26,80	Prop.	50,00
ISPA SPOL SRO BRATISLAVA	Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
INREKLAM PROGRESS DOO	Slovénie	16,41	Prop.	50,00
PROREKLAM-EUROPLAKAT DOO	Slovénie	16,41	Prop.	50,00
SLOVENIJA PLAKAT DOO	Slovénie	8,37	Prop.	50,00
AFFICHAGE HOLDING	Suisse	30,00	Equiv.	30,00
ACTIVITE TRANSPORT				
JCD AIRPORT FRANCE	France	100,00	Glob.	100,00
RCI	France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA FRANKFURT	Allemagne	39,00	Prop.	39,00
JCD AIRPORT GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCD AIRPORT LTD	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
PEARL AND DEAN PUBLISHING PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
INFO SCREEN AUSTRIA GES. Mbh	Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCD CHILI	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCD AIRPORT SA.	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX AIRPORT Inc	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCD TRANSPORT INTERNATIONAL LLC.	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCD PEARL & DEAN LTD HK	Hong-Kong	100,00	Glob.	100,00
I.G.P. DECAUX	Italie	32,35	Prop.	32,35
ADR: AEROPORT DE ROME	Italie	24,10	Prop.	32,35
JCD PEARL AND DEAN SDN BHD	Malaisie	100,00	Glob.	100,00
JCD NORGE AS	Norvège	97,34	Glob.	100,00
APS POLSKA	Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCD AIRPORT PORTUGAL, S.A	Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS	Rép. Tchèque	48,24	Glob.	72,00
RENCAR MEDIA SRO	Rép. Tchèque	48,24	Glob.	100,00
JCD ASIA SINGAPORE PTE LTD	Singapour	100,00	Glob.	100,00
XPOMERA	Suède	77,60	Glob.	79,00

Note :

Glob. = intégration globale

Prop. = intégration proportionnelle

Equiv. = Mise en équivalence

7. EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Au cours du mois de mars 2004, dans le cadre de son partenariat stratégique avec la société Unicom, numéro 1 de la publicité extérieure dans les pays Baltes, JCDecaux a augmenté sa participation de 50% à 75%. L'impact positif sur le chiffre d'affaires 2004 sera de l'ordre de 2 millions d'euros.

En janvier 2004, JCDecaux SA a procédé au remboursement anticipé du montant résiduel de la Tranche A de sa ligne syndiquée mise en place en 2000, par l'utilisation de sa trésorerie excédentaire et par tirage sur sa ligne de crédit mise en place en 2003.

En février 2004, JCDecaux SA a porté le montant de sa ligne de crédit mise en place en 2003 de 550 à 665 millions d'euros et a procédé à l'annulation de 399,4 millions d'euros sur la Tranche B de sa ligne syndiquée mise en place en 2000, portant ainsi le solde à 102,2 millions d'euros.

* * * * *